



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 03/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**KECK CHIMIE**

ZI  
BP 6  
67340 Ingwiller

Références : 1870/NK/AG  
Code AIOT : 0006701870

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement KECK CHIMIE, implanté rue Wittholz ZI BP 6 67340 Ingwiller. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KECK CHIMIE
- rue Wittholz ZI BP 6 67340 Ingwiller
- Code AIOT : 0006701870
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Keck Chimie développe et fabrique des produits chimiques (essentiellement des colles), destinés principalement à l'industrie de la chaussure et à la maroquinerie.

Le siège de l'entreprise est en Allemagne. Le site d'Ingwiller compte environ 20 salariés, sur un effectif global d'une centaine de personnes.

**Contexte de l'inspection :** Suite à mise en demeure  
**Thèmes de l'inspection :** Air, Eau de surface, Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délai
1	Eaux	Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	APMD- Incendie	AP de Mise en Demeure du 11/06/2024, article 1 <sup>er</sup>	Levée de mise en demeure
3	APMD - rétention	AP de Mise en Demeure du 11/06/2024, article 2	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit s'assurer que les eaux pluviales sont correctement traitées

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 9
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> 9.3. Rejets des eaux usées Les eaux usées rejetées seront limitées aux eaux provenant des installations sanitaires. 9.4. Eaux pluviales Les eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées seront collectées par un réseau distinct et subiront un traitement approprié. Elles devront respecter les valeurs limites de concentration suivantes : . MES : 100 mg/l . DCO : 300 mg/l . Hydrocarbures : 10 mg/l.
<b>Constats :</b> 9.3 Les eaux industrielles issues des opérations de lavage ne sont pas rejetées dans le réseau. Elles sont pompées puis transférées dans des GRV (grands récipients vrac), en vue d'un traitement en tant que déchet « eaux souillées », sous le code 08 04 16. En 2024, 28 tonnes ont été évacuées ; 12 tonnes ont été évacuées au 17 juin 2025. Des GRV contenant des eaux souillées ont été vus sur site lors de l'inspection.  9.4 Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par ruissellement sont collectées par un réseau distinct, cependant l'exploitant n'a pas démontré que ces eaux bénéficient d'un traitement approprié. <ul style="list-style-type: none"><li>• L'exploitant ne dispose pas de plan du réseau d'eaux pluviales.</li><li>• Une bouche d'égout a été observée dans la cour, à proximité des zones de dépotage : l'exploitant a mis en place une consigne de dépotage, et le personnel est formé aux mesures à prendre :<ul style="list-style-type: none"><li>• pose de dispositifs d'obturation de bouche d'égout lors des opérations de dépotage,</li><li>• mise à disposition d'absorbants en cas de déversement accidentel.</li></ul></li></ul> Malgré la mise en place de ces mesures préventives, l'exploitant doit clarifier le devenir des eaux pluviales collectées par ce réseau, et justifier de leur traitement effectif.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suite :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délai :</b> 1 mois

## N° 2 : APMD- Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/06/2024, article 1 <sup>er</sup>
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Consigne et débit
<b>Prescription contrôlée :</b> La société KECK CHIMIE est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de sa société, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 16.3 et 17.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 mai 1998 susvisé, reprises ci-après :  Article 16.3 « Les installations présentant le plus de risques d'incendie et d'explosion auront des consignes écrites. Le personnel est formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés. ».  Article 17.2 : « La société KECK-CHIMIE doit prendre toute dispositions afin de pouvoir disposer d'un débit d'eau d'extinction de 180m <sup>3</sup> /h ».
<b>Constats :</b> Article 16.3 : une procédure d'évacuation a été mise en place, avec le détail des actions à réaliser en cas de signal d'alarme pour évacuation, qui précise l'obturation des écoulements des eaux pluviales : l'exploitant a déclaré que la société de surveillance avait été formée pour cette obturation, la procédure indique ce que cette société de surveillance fait dans ce cas.  Article 17.2 : lors de la visite du 15/02/2024, la société KECK-CHIMIE avait précisé disposer de trois poteaux incendie, mais leur débit d'eau d'extinction n'atteignait que 128 m <sup>3</sup> /h. Depuis, l'exploitant a déclaré avoir mis une connexion sur 2 cuves enterrées de 100 m <sup>3</sup> d'eaux chacune, cette connexion a été vue lors de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suites
<b>Proposition de suite :</b> Levée de mise en demeure

## N° 3 : APMD - rétention

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/06/2024, article 2
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> La société KECK CHIMIE est mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 22 et 45 de l'arrêté ministériel du 1 <sup>er</sup> juin 2015 susvisé, reprise ci-après : Article 22 Rétentions. « I. B. La rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante. [...]» F. La rétention et ses dispositifs associés font l'objet d'une surveillance et d'une maintenance appropriées, définies dans une procédure » . Article 45 : « Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser, au maximum, l'ascension des gaz dans l'atmosphère ».
<b>Constats :</b> Article 22 : l'exploitant a présenté un rapport de contrôle effectué par une société extérieure (inspection visuelle selon DT 92. A la suite de ce rapport l'exploitant a entrepris des travaux de rénovation : la petite cuve a été vue lors de l'inspection, celle-ci a été rénovée.

Article 45 : Une cheminée a été mis en place à l'endroit du système d'extraction d'air.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suite :</b> Levée de mise en demeure